



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 10/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SYTRADEM**

22 rue de la Grande Haie  
77130 Montereau-Fault-Yonne

Références : E/25-0107  
N° Hélios : 61945  
Code AIOT : 0006513254

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2024 dans l'établissement SYTRADEM implanté 22 rue de la Grande Haie 77130 Montereau-Fault-Yonne. L'inspection a été annoncée le 21/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SYTRADEM
- 22 rue de la Grande Haie 77130 Montereau-Fault-Yonne
- Code AIOT : 0006513254
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le Syndicat Mixte de Traitement des Déchets Ménagers (SYTRADEM) exploite un centre de collecte,

de transfert et de valorisation énergétique de déchets ménagers, implanté au 22 rue de la Grande Haie à Montereau-Fault-Yonne. Cet établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 087 du 31 mars 2009 complété. Il relève par ailleurs de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite directive IED.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Conditions de rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.8.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Contrôle de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.9	Demande d'action corrective	3 mois
6	Étalonnage des systèmes de mesure des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 5.7.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Contrôle des dispositifs de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 8.14.2	Demande d'action corrective	3 mois
10	Surveillance et détection	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 8.14.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Performance énergétique des installations d'incinération	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 14.1	Demande d'action corrective	3 mois
13	Surveillance des émissions atmosphériques canalisées en condition OTNOC	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect des quantités autorisés	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 1.2	Sans objet
2	Contrôle périodique des ponts-bascule	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 3.2	Sans objet
3	Détection de la radioactivité	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 3.2	Sans objet
7	Surveillance des rejets à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 5.7.2	Sans objet
8	Surveillance de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 5.11	Sans objet
12	Surveillance du benzo-a-pyrène	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
14	Plan de gestion OTNOC	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 12 décembre 2024 a permis de constater que les conditions d'exploitation du centre de collecte, de transfert et de valorisation énergétique de déchets ménagers exploité par le SYTRADEM à Montereau-Fault-Yonne, étaient globalement satisfaisantes et conformes au regard des prescriptions contrôlées.

À l'issue de la visite, plusieurs actions correctives et justificatifs sont demandés concernant les points suivants :

- la mesure des eaux pluviales,
- le contrôle de la qualité des eaux souterraines,
- l'étalonnage des systèmes de mesure des rejets atmosphériques,
- le contrôle des dispositifs de lutte contre l'incendie et des systèmes de surveillance et de détection,
- la vérification des équipements utilisés pour déterminer la performance énergétique,
- la surveillance des émissions atmosphériques canalisées en condition OTNOC.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Respect des quantités autorisés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Portée de l'autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b>
<u>Unité de valorisation énergétique :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Capacité maximale annuelle d'incinération : 77 000 t sur la base de 8 000 h de fonctionnement</li> <li>• 1 four de puissance thermique unitaire : 24 600 kW</li> <li>• capacité d'incinération : 9,5 t/h</li> <li>• PCI de référence de 9 255 kJ/kg</li> </ul>
<u>Centre de collecte et de transfert des déchets issus du tri sélectif :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• emballages ménagers hors verre (acier, aluminium, papier/carton, plastique) collectés en porte à porte, stockés dans une alvéole couverte de capacité 353 m<sup>3</sup>,</li> <li>• journaux, revues, magazines collectés en apport volontaire, stockés dans une alvéole couverte de capacité 117 m<sup>3</sup>,</li> <li>• verres ménagers, collectés en apport volontaire, stocké sur une plateforme étanche d'une superficie de 300 m<sup>2</sup>.</li> </ul>

**Constats :**

Lors de la visite du 12 décembre 2024, l'exploitant a présenté le bilan d'activité de l'unité de valorisation énergétique, arrêté à la date du 11 décembre 2024.

À cette date, l'unité de valorisation énergétique avait fonctionné pendant 7 588 heures et traité 73 747 tonnes de déchets, soit des quantités inférieures à la quantité autorisée.

En ce qui concerne les quantités présentes dans les installations de transit et regroupement de déchets issus de la collecte sélective, les quantités de déchets constatées le 12 décembre 2024 étaient inférieures aux quantités autorisées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Contrôle périodique des ponts-basculé**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 3.2

**Thème(s) :** Autre, Accès à l'établissement

**Prescription contrôlée :**

L'établissement est équipé de deux ponts bascules d'une capacité minimale de 50 tonnes et munis d'une imprimante (ou dispositif enregistreur équivalent) permettant de connaître les tonnages de déchets entrant ou sortant de l'établissement. Le système de pesage est conforme à un modèle approuvé et contrôlé périodiquement en application de la réglementation relative à la métrologie légale.

**Constats :**

Lors de la visite du 12 décembre 2024, l'exploitant a présenté les carnets métrologiques des deux ponts-basculé de l'établissement, respectivement installés en entrée et en sortie d'établissement.

Le pont-basculé en entrée a fait l'objet d'une dernière vérification périodique le 8 janvier 2024, puis d'une nouvelle vérification primitive suite à une intervention, en date du 9 juillet 2024.

Le pont-basculé en sortie a fait l'objet d'une dernière vérification périodique le 8 janvier 2024.

L'exploitant a précisé que la prochaine vérification périodique des deux ponts-basculé était programmée en janvier 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Détection de la radioactivité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 3.2

**Thème(s) :** Autre, Accès à l'établissement

**Prescription contrôlée :**

L'établissement est également équipé, au niveau de chaque pont basculé, d'un système de

détection de la radioactivité permettant de contrôler l'ensemble des chargements entrant ou sortant du site. Ce système et l'ensemble des automatismes associés sont vérifiés et étalonnés périodiquement, a minima une fois par an, par un organisme compétent et habilité en matière de radioprotection.

Une zone de stationnement est prévue au sein de l'établissement pour l'isolement d'un véhicule qui aurait provoqué le déclenchement du système de détection de la radioactivité. Cette mesure d'isolement respecte les dispositions applicables en matière de radioprotection.

**Constats :**

Lors de la visite du 12 décembre 2024, l'exploitant a présenté les derniers rapports de la vérification périodique des portiques de détection de la radioactivité, effectués le 9 juillet 2024. Les rapports mentionnent un seuil de déclenchement réglé à 2,5 fois la valeur du bruit de fond radiologique.

L'établissement est également doté d'un radiamètre portatif. L'exploitant a présenté le rapport de la dernière vérification périodique de ce dispositif, effectuée le 29 juillet 2024.

Une zone d'isolement est également présente dans l'établissement, dans le cas où, suite à un déclenchement, l'organisme habilité en matière de radioprotection recommanderait de placer le déchet radioactif à l'isolement, soit dans l'attente d'une décroissance radiologique, soit dans l'attente de sa prise en charge pour élimination par un organisme spécialisé.

À noter que suite à un déclenchement du portique de détection de la radioactivité en septembre 2023, le déchet à la source de ce déclenchement (déchet hospitalier) avait été isolé dans la zone d'isolement, par un organisme compétent, dans l'attente de la décroissance radioactive.

Conformément à la procédure en vigueur dans l'établissement et aux recommandations de l'organisme compétent, le déchet concerné a été représenté au portique de détection en 2024, sans entraîner de déclenchement. En conséquence, ce déchet a été admis dans l'installation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Conditions de rejet des eaux pluviales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.8.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des effluents

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, pour ces effluents, les valeurs limites de rejet en concentrations ainsi que les modalités d'autosurveillance et de surveillance par un organisme extérieur agréé suivantes.

Avant rejet au milieu naturel, les effluents doivent respecter les caractéristiques suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 si neutralisation alcaline),
- Température du rejet < 28 °C,
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur inférieure à 100 mgPt/l,
- Exempt de matières flottantes,



La concentration pour chaque métal visé dans le tableau ci-dessus vaut pour le métal et ses composés.

Paramètres	Concentration maximale (mg/l)	Autosurveillance	Surveillance par un organisme extérieur agréé
DBO <sub>5</sub>	25	Mensuelle	Semestrielle
DCO	125		
COT	40		
MES	30		
Azote NTK	15		
Hydrocarbures Totaux	5		
As	0,01		
Cd	0,01		
Cr	0,05		
Cu	0,1		
Hg	0,01		
Ni	0,1		
Pb	0,05		
Zn	0,5		
CN libres	0,05		
TI	0,01		
Fluorures	5		
P	5		
Dioxines/furanes	0,3 ng/litre		

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite et ne constitue pas un moyen de traitement.

Les mesures destinées à déterminer les concentrations de substances polluantes dans l'eau doivent être effectuées de manière représentative.

L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes doivent être effectués conformément aux normes françaises ou européennes équivalentes en vigueur.

Les mesures, contrôles et analyses sont à la charge de l'exploitant.

En cas de dépassement des concentrations limites de rejet fixées ci-dessus, les effluents non conformes contenus dans le bassin d'orage sont pompés pour être traités dans une installation dûment autorisée à cet effet.

Un état récapitulatif des analyses et mesures réalisées dans le cadre de l'autosurveillance est transmis à l'inspection des installations classées tous les mois, sous une forme synthétique. Ce document est accompagné le cas échéant de commentaires expliquant les dépassements constatés, ainsi que les dispositions prises pour y remédier et pour qu'ils ne se reproduisent plus.

Les mesures et analyses réalisées par l'organisme extérieur agréé servent à valider le dispositif d'autosurveillance mis en œuvre par l'exploitant. Les rapports établis par l'organisme sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées, accompagnés le cas échéant de commentaires expliquant les dépassements constatés, ainsi que les dispositions prises pour y remédier et pour qu'ils ne se reproduisent plus.

**Constats :**

L'exploitant a fait procéder au curage du débourbeur-déshuileur le 8 août 2024. Le bon d'intervention a été présenté durant la visite du 12 décembre 2024.

En ce qui concerne la qualité des eaux pluviales, l'exploitant fait procéder mensuellement à leur analyse conformément aux paramètres précités et procède régulièrement à la déclaration des résultats sur l'application GIDAF.

En 2024, 2 dépassements ponctuels en matières en suspension (215 mg/l contre 30 mg/l) et en zinc (2,52 mg/l contre 0,5 mg/l) ont été constatés. L'exploitant explique ces dépassements par une planification à l'avance de la réalisation des prélèvements avec le laboratoire, qui ne tient pas compte des conditions météorologiques. En l'espèce, l'exploitant fait état de très faibles précipitations pendant les périodes concernées par ces prélèvements, donc des prélèvements effectués sur des eaux stagnantes.

En ce qui concerne les mesures des dioxines et furanes, ces dernières ont été réalisées lors des deux campagnes semestrielles réalisées par un organisme extérieur agréé, en mars et octobre 2024. Les résultats figurant sur le rapport de la campagne réalisée en mars 2024 font apparaître une valeur strictement inférieure à la valeur limite réglementaire. Le rapport de la campagne réalisée en octobre 2024 n'était pas disponible le jour de la visite.

**Observation n° 1 :** il est demandé à l'exploitant de transmettre, dès réception, le rapport de la campagne semestrielle réalisée en octobre 2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Contrôle de la qualité des eaux souterraines**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 4.9

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

Un réseau de plusieurs puits de contrôle (piézomètres) permet de contrôler la qualité des eaux de la nappe alluviale de la Seine. Ces piézomètres sont réalisés conformément aux normes en vigueur ou à défaut aux bonnes pratiques.

Pour chacun des puits de contrôle dont le nombre ne peut être inférieur à 3 (1 piézomètre en amont hydraulique de l'établissement et les deux autres en aval hydraulique), il est procédé à un contrôle semestriel de la qualité des eaux suscitées. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme extérieur agréé.

Le contrôle et les analyses portent au minimum sur les paramètres suivants :

- analyses physico-chimiques : pH, potentiel d'oxydo-réduction, conductivité, NTK, NH<sub>4</sub>, Cl, Mg, Mn, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, V, Sb, As, Co, P, DCO, COT, MES, hydrocarbures



totaux,

- analyse biologique : DBO<sub>5</sub>,

Les prélèvements d'échantillons sont effectués conformément à la norme « Prélèvement d'échantillons - Eaux souterraines, ISO 5667, partie 11, 1993 » et de manière plus détaillée conformément au document AFNOR FD X31-615 de décembre 2000. Les analyses sont réalisées conformément aux normes en vigueur.

Le niveau des eaux souterraines est également mesuré semestriellement. Cette mesure, qui doit permettre de contrôler le sens d'écoulement des eaux souterraines, se fait sur des points nivelés.

Les résultats de toutes les analyses et mesures, accompagnés des commentaires nécessaires, sont communiqués dès réception à l'inspection des installations classées. Ces résultats sont intégrés dans des documents de synthèse (tableaux, courbes, etc) qui tiennent compte des résultats initiaux de caractérisation de la qualité des eaux souterraines réalisée lors de la campagne de 2005 et figurant dans le dossier de demande d'autorisation du 31 juillet 2008 susvisé, et permettent d'apprécier l'évolution dans le temps des niveaux et de la qualité des eaux souterraines.

L'exploitant archive les résultats de tous les contrôles et analyses effectués sur les eaux souterraines pendant toute la durée de l'exploitation de l'établissement.

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constatée par l'exploitant et l'inspection des installations classées, les analyses périodiques prévues ci-dessus sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, les mesures précisées ci-après sont mises en œuvre.

En cas de dégradation significative de la qualité des eaux souterraines, l'exploitant met en place un plan d'actions et de surveillance renforcée. Il informe, dans les plus brefs délais, le Préfet et l'inspection des installations classées de la dégradation constatée et leur adresse simultanément le descriptif du plan d'actions qu'il a engagé. Il adresse, à une fréquence déterminée par l'inspection des installations classées, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application de ce plan de surveillance. Lorsque la cause de l'anomalie est supprimée, le plan de surveillance renforcée peut être arrêté en accord avec le Préfet.

#### **Constats :**

L'exploitant fait réaliser une analyse semestrielle de la qualité des eaux souterraines sur un réseau de piézomètres, qui était constitué de 5 ouvrages jusqu'en 2023.

Suite aux précédentes campagnes, qui mettaient en évidence des teneurs significatives en manganèse au droit d'un piézomètre (PZ5), alors que les activités de l'établissement ne sont a priori pas susceptibles d'expliquer ces teneurs, une campagne d'investigation avait été diligentée par l'exploitant en mars 2021.

Les résultats de cette campagne, réalisée par un organisme extérieur agréé, avaient conduit à l'implantation, en mai 2023, de 3 nouveaux piézomètres (PZ6, PZ7 et PZ8), à proximité de l'ouvrage PZ5.

Les campagnes ultérieures ont ainsi été réalisées sur les 8 ouvrages constituant désormais le réseau

de piézomètres. À noter que fin 2023, l'ouvrage PZ3 a été comblé dans le cadre des travaux de rénovation de la déchèterie voisine. Un nouveau piézomètre a ensuite été foré à proximité de l'emplacement du piézomètre d'origine.

Lors des campagnes réalisées depuis fin 2023, les résultats mettent en évidence des gammes de concentration en manganèse dissous, comprises entre 2,54 et 6 010 µg/l, avec un impact marqué en manganèse dissous au droit des ouvrages PZ2, PZ3, PZ5, PZ6, PZ7 et PZ8.

L'organisme externe agréé estime dans son analyse, que la carte piézométrique ne permet pas de déterminer un amont et un aval hydraulique. Aussi, d'après l'organisme, il n'est pas possible de déterminer une origine « hors site » du manganèse. La teneur la plus élevée est mesurée sur le site au droit de l'ouvrage PZ5 et non en limite de propriété.

Sur le fondement de ces constats, l'organisme formule plusieurs recommandations, notamment :

- l'inspection caméra de tous les ouvrages, afin de vérifier la présence de traces orangées,
- lors des prochains suivis de la qualité des eaux souterraines à fréquence semestrielle, de suivre les paramètres suivants pour confirmer le milieu réducteur de la nappe :
  - mesure *in situ* : potentiel d'oxydo-réduction, pH et oxygène dissous,
  - analyses en laboratoire :  $\text{NO}_3^-$  (forme oxydée) et  $\text{NO}_2^-$ ,  $\text{NH}_4^+$  (formes réduites), ferrobactéries, fer dissous, manganèse dissous, différentes formes de manganèse :  $\text{Mn}^{2+}$ ,  $\text{MnO}_2$ ,  $\text{Mn}_2\text{O}_3$ ,  $\text{Mn}(\text{OH})_2$ ,
- la conservation de la mémoire de la qualité de l'état environnemental du site.

En 2024, le rapport de la première campagne semestrielle de la qualité des eaux souterraines fait toujours apparaître une teneur en manganèse supérieure à 1 mg/l sur les ouvrages PZ5 à PZ8. Des teneurs en fer significatives sont également mesurées sur les ouvrages PZ5 (0,27 mg/l) et PZ6 (0,14 mg/l).

Il convient de noter que les mesures effectuées au droit du nouvel ouvrage PZ3 ne font plus ressortir de valeur notable en hydrocarbures totaux.

En revanche, il ressort qu'à ce jour, l'exploitant n'a pas mis en œuvre les recommandations formulées par l'organisme extérieur agréé à l'issue des investigations spécifiques sur le manganèse.

#### **Observation n° 2 :**

Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre, à partir de 2025, les recommandations formulées par l'organisme extérieur agréé suite aux investigations relatives au manganèse, en particulier :

- l'inspection caméra de tous les ouvrages, afin de vérifier la présence de traces orangées,
- lors des prochains suivis de la qualité des eaux souterraines à fréquence semestrielle, de suivre les paramètres suivants pour confirmer le milieu réducteur de la nappe :
  - mesure *in situ* : potentiel d'oxydo-réduction, pH et oxygène dissous,
  - analyses en laboratoire :  $\text{NO}_3^-$  (forme oxydée) et  $\text{NO}_2^-$ ,  $\text{NH}_4^+$  (formes réduites), ferrobactéries, fer dissous, manganèse dissous, différentes formes de manganèse :  $\text{Mn}^{2+}$ ,  $\text{MnO}_2$ ,  $\text{Mn}_2\text{O}_3$ ,  $\text{Mn}(\text{OH})_2$ ,

<ul style="list-style-type: none"> <li>la conservation de la mémoire de la qualité de l'état environnemental du site.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Étalonnage des systèmes de mesure des rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 5.71
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures destinées à déterminer les concentrations de substances polluantes dans l'air doivent être effectuées de manière représentative, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.</p> <p>L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furanes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes françaises ou européennes équivalentes visées par l'arrêté ministériel en vigueur.</p> <p>L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques sont soumis à un contrôle et à un essai annuels de vérification par un organisme compétent.</p> <p>Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques doit être effectué au moins tous les trois ans au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme accrédité par le comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, selon les méthodes de référence, et conformément à la norme référencée dans l'arrêté ministériel en vigueur.</p> <p>Les équipements de mesure en continu et en semi-continu sont implantés de manière à ne pas empêcher les contrôles périodiques et ne pas perturber les écoulements au voisinage des points de mesure de ceux-ci, et à pouvoir fournir des résultats de mesure non perturbés, notamment durant la durée des contrôles périodiques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le rapport du dernier contrôle QAL2 des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques, qui a été réalisé du 23 au 25 mai 2024.</p> <p>En revanche, il n'a pas été en mesure de présenter le certificat QAL1 de l'analyseur en continu du mercure, installé en 2023.</p>

<b>Observation n° 3 :</b> il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées le certificat QAL1 de l'analyseur en continu du mercure.
---

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
---

<b>Proposition de délais :</b> 3 mois
---------------------------------------

**N° 7 :** Surveillance des rejets à l'atmosphère

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 5.7.2
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
---

## Prescription contrôlée :

### 5.5.1 Valeurs limites des émissions atmosphériques

#### Monoxyde de carbone

Les valeurs limites d'émission suivantes ne doivent pas être dépassées pour les concentrations en monoxyde de carbone (CO) dans les gaz de combustion, en dehors des phases de démarrage et d'extinction :

- 50 mg/m<sup>3</sup> de gaz de combustion en moyenne journalière,
- 150 mg/m<sup>3</sup> de gaz de combustion dans au moins 95 % de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur 10 minutes, ou 100 mg/m<sup>3</sup> de gaz de combustion pour toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur trente minutes prises au cours d'une même période de 24 heures.

#### Poussières totales, COT, HCl, HF, SO<sub>2</sub> et NOx

Paramètres	Valeurs limites	
	Valeur moyenne journalière (mg/Nm <sup>3</sup> )	Valeur moyenne sur une demi-heure (mg/Nm <sup>3</sup> )
Poussières totales	10	30
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	10	20
Chlorure d'hydrogène (HCl)	10	60
Fluorure d'hydrogène (HF)	1	4
Oxydes d'azote (NOx)	80	160
Dioxyde de soufre (SO <sub>2</sub> )	50	200

#### Métaux lourds

Paramètres	Valeur limite(mg/Nm <sup>3</sup> )
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + Thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	0,05
Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	0,05
Total des autres métaux lourds (métal et ses composés, exprimés en métal) Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V	0,5

La méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de huit heures au maximum. Ces valeurs s'appliquent aux émissions de métaux et de leurs composés sous toutes leurs formes physiques.

#### Dioxines et furanes

Paramètre	Valeur limite (ng/Nm <sup>3</sup> )
Dioxines et furanes	0,1

La concentration en dioxines et furanes est définie comme la somme des concentrations en

dioxines et furanes déterminée selon les indications de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activité de soins à risques infectieux.

#### Mesures ponctuelles

Les échantillons analysés sont constitués de prélèvements issus des gaz, réalisés sur une période d'échantillonnage de six à huit heures.

#### Mesures en semi-continu

Les échantillons analysés sont constitués de prélèvements de gaz sur une période d'échantillonnage maximale de quatre semaines. Pour constituer de tels échantillons, le prélèvement des gaz doit intervenir, au plus tard, dès l'introduction des déchets dans le four d'incinération. Il ne peut être interrompu que lorsque le four ne contient plus de déchets.

La mise en place et le retrait des dispositifs d'échantillonnage et l'analyse des échantillons prélevés sont réalisés par un organisme mentionné à l'article 5.71 du présent arrêté.

#### Ammoniacs

Paramètre	Valeurs limites	
	Valeur journalière moyenne (mg/Nm <sup>3</sup> )	Valeur moyenne sur une demi-heure (mg/Nm <sup>3</sup> )
Ammoniac	10	20

#### 5.7.2 Modalités de la surveillance des rejets atmosphériques à l'émission

L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets atmosphériques de ses installations. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission des résultats à l'inspection des installations classées. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées dans le tableau suivant.

Paramètres	Autosurveillance	Surveillance réalisée par un organisme extérieur agréé
Débit des gaz	Mesure et enregistrement en continu ou mesure en semi-continu pour les dioxines et furanes	Contrôle semestriel(**)
Température d'incinération à proximité de la paroi interne ou en un point représentatif de la chambre de combustion		
Température des gaz à l'émission		
Teneur en vapeur d'eau		
Teneur en oxygène		
NOx		
CO		
COT		
Ammoniac		
Poussières totales		
HCl		



HF	Non concerné	
SO <sub>2</sub>		
Dioxines et furanes (***)		
<u>Métaux lourds :</u> - Hg (et ses composés) - Cd + Tl (et leurs composés) - Pb + Cr + Mn + Cu + Ni + As + Sb + Co + V (et leurs composés) (*)		
PCB assimilables aux dioxines et furanes		

(\*) : les résultats des teneurs en métaux doivent faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses avant d'en effectuer la somme.

(\*\*) : au cours de la 1<sup>ère</sup> année suivant la mise en service effective (après réception) de l'unité d'incinération, la surveillance réalisée par l'organisme extérieur agréé est portée à une fréquence trimestrielle.

(\*\*\*) : Mesures ponctuelles et en semi-continu des dioxines et furanes selon les modalités fixées aux articles 5.5.1 et 5.7.3.

La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) pourra ne pas être effectuée si l'exploitant démontre que les traitements qu'il applique au chlorure d'hydrogène (HCl) garantissent que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. Dans ce cas, les émissions de HF font l'objet d'au moins deux mesures par an.

#### **Annexe 7 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021**

##### **71. Valeurs limites d'émission**

71.1. En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions suivantes, associées aux émissions atmosphériques canalisées résultant de l'incinération des déchets :

Paramètre (mg/Nm <sup>3</sup> )	Unité existante	Unité nouvelle	Période d'établissement de la moyenne
Poussières	5 (1)	5	moyenne journalière
COVT	10	10	moyenne journalière
CO	50	50	moyenne journalière
HCl	8	6	moyenne journalière
HF	1	1	moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage

SO <sub>2</sub>	40	30	moyenne journalière
NO <sub>x</sub>	80 (2) (3)	80 (4)	moyenne journalière
NH <sub>3</sub> (5)	10 (6)	10	moyenne journalière
Cd+Tl	0,02	0,02	moyenne sur la période d'échantillonnage
Sb+As+Pb+Cr+ Co+Cu+Mn+Ni+ V	0,3	0,3	moyenne sur la période d'échantillonnage
Hg (7)	0,02	0,02	moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage
PCDD/PCDF (ng I-TEQ/Nm <sup>3</sup> )	0,08	0,06	moyenne sur la période d'échantillonnage (8) à long terme

#### Constats :

En 2024, les contrôles semestriels des rejets atmosphériques par un organisme extérieur agréé a été réalisé le 29 février 2024 et les 23 et 24 septembre 2024.

Le premier contrôle semestriel fait apparaître des valeurs conformes aux valeurs limites applicables, à l'exception de la teneur en dioxines/furanes, mesurée à 0,13 ng/Nm<sup>3</sup>. L'exploitant explique ce dépassement par des mesures effectuées après une période de redémarrage des installations.

Le second contrôle semestriel fait apparaître des valeurs conformes aux valeurs limites applicables.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Surveillance de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 5.11

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant détermine et met en place, sous sa responsabilité et à ses frais, un programme complet et détaillé de surveillance de l'impact des rejets atmosphériques de l'unité de valorisation énergétique des déchets ménagers et assimilés sur l'environnement.

Ce programme concerne au minimum les métaux (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, V, Tl, Hg, Sn) et les dioxines et furanes, dans le voisinage de l'unité (rayon de 5 km) et notamment en des lieux de prélèvements et de mesures où l'impact de l'établissement est supposé être le plus important.

Ce programme de surveillance, qui prend en compte les résultats des campagnes de caractérisations initiales réalisées en 2005 et figurant dans le dossier de demande d'autorisation du 31 juillet 2007 susvisé, vise notamment :

- la quantification des retombées atmosphériques des polluants précités par mesures par jauges OWEN ou dispositifs équivalents, en des points de mesure constants et géoréférencés, quantification prenant en compte l'évaluation des rejets effectifs de l'unité d'incinération et la dispersion atmosphérique au cours de la période considérée,
- des analyses de végétaux sur les polluants précités, en des points de mesure constants et géoréférencés,
- des analyses de sols superficiels, sur les polluants précités, en des points de mesure constants et géoréférencés, sur la base d'un protocole précis et pérenne de prélèvements et d'analyses,

et tient compte de la présence éventuelle d'élevages de vaches laitières (analyse de lait sur les polluants précités).

Le contenu de ce programme est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté.

Le programme de surveillance est mis en œuvre dans un délai de 6 mois après mise en service effective de l'unité d'incinération, puis ensuite au minimum annuellement.

Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant.

Les résultats des mesures réalisées en application de ce programme sont transmis, séparément pour chacun des contrôles susvisés, à M. le Préfet de Seine-et-Marne et à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas 1 mois à compter de leur réception par l'exploitant.

Ces résultats sont accompagnés de tous les commentaires nécessaires afin de pouvoir juger notamment de l'impact effectif des rejets atmosphériques sur l'environnement, ceci au regard des normes, recommandations, etc, applicables ou en vigueur, et des résultats obtenus précédemment, puis sont repris dans le rapport annuel d'activité visé à l'article 14.2 du présent arrêté et sont présentés par l'exploitant à la Commission Locale d'Information et de Surveillance compétente.

#### **Constats :**

Lors de la visite du 12 décembre 2024, l'exploitant a présenté le rapport de la campagne de surveillance environnementale réalisée en 2024.

Cette campagne de surveillance a porté sur :

- une quantification des retombées atmosphériques des polluants via des mesures par jauges OWEN,
- des analyses de végétaux sur les mêmes polluants,
- des analyses dans les sols superficiels.

Les conclusions de cette campagne de surveillance environnementale montrent une absence d'impact significatif de l'installation sur l'environnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Contrôle des dispositifs de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 8.14.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

Les moyens internes de lutte contre l'incendie, conformes aux normes en vigueur, comportent au minimum :

- des extincteurs, en nombre suffisant et dont l'agent extincteur (eau pulvérisée, eau pulvérisée + additifs, CO<sub>2</sub>, et poudre) est approprié aux risques à combattre et compatible avec les produits stockés, sont disposés à des emplacements aisément accessibles. La nature de l'agent extincteur est signalée. Si l'emploi d'eau comme agent extincteur est prohibé, cette interdiction est affichée de manière bien apparente au niveau de la zone considérée. Ces extincteurs sont en particulier protégés (housses, boîtes étanches, etc) en zone de fort empoussièrement, et correctement identifiés par des panneaux réglementaires prévues à cet effet ;
- des robinets incendie armés (RIA), en nombre suffisant, sur tambour à alimentation axiale conformes aux normes en vigueur et placés près des accès et des zones présentant des risques d'incendie. Les RIA sont disposés de telle sorte qu'un foyer d'incendie puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Les RIA sont protégés contre le gel. Les canalisations et compteurs doivent avoir un diamètre suffisant pour que, compte tenu des pertes de charge dynamique créées dans les tuyauteries, on puisse utiliser les RIA les plus défavorisés dans des conditions normales de pression ;
- 3 bouches (ou poteaux) incendie réparties judicieusement au sein de l'établissement, de capacité unitaire 60 m<sup>3</sup>/heure. Ces poteaux incendie, conformes aux normes en vigueur, doivent être réceptionnés dès leur mise en eau en présence d'un représentant du Service départemental d'incendie et de secours. S'il s'agit de nouveaux hydrants, l'exploitant fournit au Directeur départemental des services d'incendie et de secours (Bureau prévision - 56, avenue de Corbeil - BP 109 - 77001 - MELUN Cedex) une attestation délivrée par l'installateur des poteaux ou des bouches d'incendie faisant apparaître la conformité à la norme NF S 62-200 et précisant le débit minimal simultané des appareils et les pressions (statiques, dynamiques) ;
- un bassin enterré faisant office de réserve en eau incendie d'une capacité minimale de 360 m<sup>3</sup>, et une alimentation de secours en eau incendie via le réseau eau potable du site ;
- au niveau de la fosse de réception des ordures ménagères : 2 canons à eau additivée (2 360 litres/mn), une unité de dosage d'une capacité de 300 litres, un système d'aspersion de la trémie du four, une rampe d'aspersion protégeant la baie vitrée du poste de commande donnant sur la fosse de réception des ordures ménagères.

L'ensemble de ces équipements doit être repéré et facilement accessible.

L'implantation de ces équipements doit être définie en accord avec les services d'incendie et de secours.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état et font l'objet de contrôles périodiques par des organismes agréés, en application de la réglementation en vigueur.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

#### **Constats :**

Lors de l'inspection du 12 décembre 2024, l'exploitant a justifié des vérifications suivantes :

- Poteaux incendie : vérification effectuée le 7 novembre 2023. Cette vérification n'a mis en évidence aucune non-conformité. En revanche, le rapport ne fait pas mention d'un essai en simultané sur au moins deux poteaux, pour confirmer l'atteinte du débit requis à pression nominale lorsqu'au moins deux poteaux sont mis en charge hydraulique. Une nouvelle vérification était prévue fin décembre 2024,
- Extincteurs et robinets d'incendie armés : vérification effectuée le 9 novembre 2023. Les observations restant à lever à l'issue de cette vérification avaient été corrigées en décembre 2023. Une nouvelle intervention était prévue fin décembre 2024,
- Caméra thermique, sprinklage et surpresseur : vérification effectuée le 24 octobre 2024. Suite à cette vérification, plusieurs observations sont en attente de résolution,
- Trappes de désenfumage : vérification effectuée le 13 décembre 2023,
- Blocs autonomes d'éclairage de sécurité : vérification effectuée le 28 août 2024. L'exploitant a justifié de la commande pour lever ces observations.

Il est par ailleurs relevé que certaines zones de l'établissement sont, contractuellement, directement gérées par le SIRMOTOM ou la société SEPUR. L'exploitant a précisé ne pas disposer de l'ensemble des suivis réglementaires sur les équipements des zones concernées.

**Observation n° 4** : il est demandé à l'exploitant de veiller au respect de la périodicité maximale de 1 an calendaire entre deux vérifications périodique.

**Observation n° 5** : il est demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs des vérifications programmées fin décembre 2024, ainsi que de la levée des observations faisant suite à la dernière vérification de la caméra thermique, du système de sprinklage et du surpresseur.

**Observation n° 6** : il est demandé à l'exploitant de s'assurer d'un suivi systématique sur l'ensemble des zones de l'établissement, y compris de celles dont il n'a contractuellement pas la gestion directe.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande d'action corrective

**Proposition de délais** : 3 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 8.14.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Les zones de dangers sont munies de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer. L'exploitant détermine les fonctionnalités de ces systèmes en référence à un plan de détection.</p> <p>En particulier, une installation de détection incendie est mise en place au niveau de l'unité d'incinération des ordures ménagères et du centre de tri.</p> <p>La surveillance d'une zone de danger ne repose pas sur un seul point de détection.</p> <p>L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable prenant en compte notamment la nature et la localisation des installations, et les points sensibles de l'établissement et de son environnement.</p> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité.</p> <p>Toute défaillance des détecteurs et de leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information est automatiquement détectée. Alimentation et transmission du signal sont à sécurité positive.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Lors de l'inspection du 12 décembre 2024, l'exploitant a justifié du contrôle des moyens suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Systèmes de sécurité incendie</u> : dernières vérifications effectuées le 4 avril 2024 et le 27 septembre 2024. Lors de ces vérifications, 3 actions correctives restaient à réaliser. L'exploitant a précisé que ces actions seraient mises en œuvre lors de la prochaine vérification, prévue au cours du premier semestre 2025,</li> <li>• <u>Détecteurs de CH<sub>4</sub>/NH<sub>3</sub></u> : dernières vérifications effectuées le 3 juin 2024 et le 6 décembre 2024. Les observations issues de la première vérification ont été levées lors de la seconde vérification.</li> </ul> <p><b>Observation n° 7 :</b> il est demandé à l'exploitant de justifier de la levée des observations résiduelles concernant les systèmes de sécurité incendie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 11 : Performance énergétique des installations d'incinération**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2009, article 14.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Performance énergétique
<b>Prescription contrôlée :</b>



La performance énergétique des installations d'incinération est calculée selon les indications mentionnées à l'annexe VI de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé.

L'opération de traitement des déchets par incinération peut être qualifiée d'opération de valorisation si toutes les conditions suivantes sont respectées :

- la performance énergétique de l'installation est supérieure ou égale à 0,65 ;
- l'exploitant évalue chaque année la performance énergétique de l'installation et les résultats de cette évaluation sont reportés dans le rapport annuel d'activité visé à l'article 14.2 du présent arrêté ;
- l'exploitant met en place les moyens de mesures nécessaires à la détermination de chaque paramètre pris en compte pour l'évaluation de la performance énergétique. Ces moyens de mesure font l'objet d'un programme de maintenance et d'étalonnage défini sous la responsabilité de l'exploitant. La périodicité de vérification d'un moyen de mesure est annuelle. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les résultats du programme de maintenance et d'étalonnage.

Si les conditions précédentes ne sont pas respectées, l'opération de traitement des déchets par incinération est qualifiée d'opération d'élimination.

**Constats :**

L'énergie thermique produite par l'installation est valorisée via un réseau de chaleur et via la production d'électricité.

À la date de la visite, la performance énergétique de l'installation pour l'année 2024 était de 84 %.

L'exploitant a indiqué qu'un nouveau compteur destiné à la comptabilisation de la production d'énergie thermique avait été installé lors de l'arrêt technique programmé en 2024. Les 4 compteurs d'énergie vapeur, pour comptabiliser l'énergie récupérée par l'établissement, installés en 2023, ont été vérifiés en septembre 2024.

En revanche, les compteurs électriques ne font pas l'objet d'une vérification annuelle.

**Non-conformité n° 1 :** l'ensemble des compteurs dont les données sont utilisées pour déterminer la performance énergétique doivent faire l'objet d'un programme de maintenance et d'étalonnage, donnant lieu à une vérification périodique a minima annuelle.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 12 : Surveillance du benzo-a-pyrène**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des effluents gazeux

**Prescription contrôlée :**

Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.

Benzo[a]pyrène	Une fois par an	Pas de norme EN Norme NF X 43-329
----------------	-----------------	--------------------------------------

**Constats :**

L'absence de benzo[a]pyrène a été vérifiée lors de la première campagne semestrielle 2024 des rejets atmosphériques.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 : Surveillance des émissions atmosphériques canalisées en condition OTNOC**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance

**Prescription contrôlée :**

Durant les conditions OTNOC, l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions.

Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.

**Constats :**

Lors de la visite du 12 décembre 2024, il a été rappelé à l'exploitant la nécessité de programmer une mesure des émissions au démarrage et à l'arrêt des installations, y compris des émissions des dioxines/furanes, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées, au moins une fois tous les trois ans.

L'exploitant a précisé que ces mesures seront réalisées lors du prochain arrêt technique programmé, prévu en 2025.

**Observation n° 8 :** il est demandé à l'exploitant de justifier de la réalisation de la campagne de mesurage en conditions représentatives des phases d'arrêt et de démarrage de l'installation, à l'issue de la prochaine période d'arrêt programmé prévue en 2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais : 3 mois**

**N° 14 : Plan de gestion OTNOC**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.1

**Thème(s) :** Autre, Conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC)

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :

- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;
- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;
- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.

Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.

**Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le plan de gestion OTNOC en vigueur dans l'établissement. Ce plan de gestion est établi suivant un modèle mis en place au niveau national par le groupe VEOLIA.

Les conditions OTNOC spécifiques aux caractéristiques des installations ont été caractérisées sur la base d'une analyse fonctionnelle détaillée.

Les systèmes d'autosurveillance et de supervision générale ont été mis à jour pour intégrer les mesures et les compteurs spécifiques en conditions OTNOC.

**Type de suites proposées :** Sans suite

